

Capitalism : a love story, de Michael Moore

Au soir de la dernière journée de la première décennie du XXI^{ème} siècle, je suis allé me payer une toile.

Je suis allé voir Capitalism : a love story de Michaël Moore. Un vrai régal d'images de désastre du au méfait du grand capital dans la plus puissante nation du monde.

On a l'impression de revivre Balzac ou Zola mais du côté étatsunien (comme diraient nos amis québécois). Ce documentaire relate le coup d'état financier instauré depuis plus de vingt ans aux USA dès l'élection du président cow-boy jusqu'à la chute du petit Bush.

Ce film commence par des images de péplum hollywoodien sur la décadence de Rome et fait une comparaison avec l'affaissement de l'empire américain. Il relate la glorieuse époque de l'américan way of live où les firmes américaines donnaient du travail aux bons ouvriers de Boston, Détroit, Chicago, Cleveland, etc...C'était le bon temps des classes moyennes, du rock'n roll, et de la société de consommation.

Mais voilà ce monde de prospérité eut un revers : la société américaine n'a pas vu venir la montée de la concurrence japonaise puis européenne, suivi des futurs pays émergents.

Les usines fermaient avec la chute de la société industrielle mais le grand capital a trouvé la réplique en délocalisant, en allant faire travailler des pauvres dans des pays à bas coup ou payé à coup de triques.

A ces nouveaux chômeurs qui avaient travaillé de longues années, dans les usines, dans les bureaux, dans les fermes, leurs banquiers leur promettaient de s'enrichir en hypothéquant leur capital immobilier. Gagner de l'argent en empruntant.

Ce film dénonce la collusion et la corruption entre les pouvoirs publics (président, shériff, juge, attorney) et les financiers. Les secrétaires d'état aux finances qui passent

aux dans les conseils d'administration des banques ou des courtages boursiers. Les juges corrompus qui condamnent des jeunes pour des broutilles afin de remplir des prisons privées aux frais du contribuable. On est loin de la constitution et des premiers amendements de Jefferson, Madison et les autres.